



CAMP DE DÉTENTION AL-ROJ

Observatoire des Camps de Réfugiés
Pôle Afrique du Nord et Moyen-Orient

Pola Anquetil-Barba
Mai 2021



PHOTO: NORTH PRESS AGENCY, 22 janvier 2021, سولنار محمد
Url: <https://npasyria.com/55396/>



CAMP DE DÉTENTION D'AL-ROJ

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP 03

Localisation du camp	03
Création et évolution du camp	04
La population accueillie	05

LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE 07

Relations entre l'AANES et Damas	08
Modalité d'accès au camp	09

LA GESTION DU CAMP 10

Les gestionnaires du camp	10
Statut des résident-e-s et protections internationales	11
Services assurés dans le camp	13

PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS DES RÉSIDENT-E-S 20

Environnement et conditions de vie et précaires	20
Insuffisance de l'assistance humanitaire	20
Crise sanitaire et besoins médicaux	21
Problème de l'accès à l'emploi et à l'éducation	21
Problème d'accès à la documentation	22
Violations des droits humains	22
Violence et insécurité	23
Le problème du rapatriement des résident-e-s étranger-e-s	23

PHOTO: REACH Initiative, Juin 2020. Url: <https://reliefweb.int/map/syrian-arab-republic/syria-roj-refugee-idp-camp-overview-june-2020>

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

LOCALISATION DU CAMP D' AL-ROJ



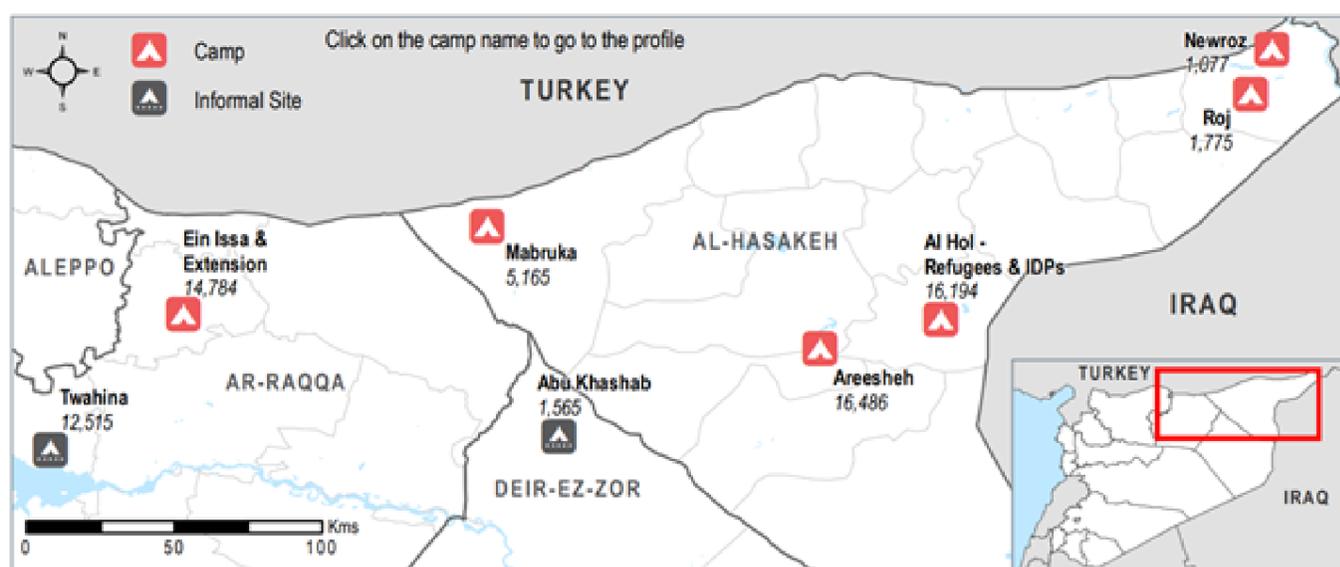
Gouvernorat d'Al-Hasakeh
District d'al-Malikiyah
37°03'46.6"N 42°05'30.3"E



CARTE : GOOGLE MAPS

Roj est un camp fermé du Nord-Est syrien (NES), situé dans le district d'al-Malikiyah, dans le gouvernorat d'al-Hassakeh, à une quinzaine de km des frontières irakienne et turque.

Roj se trouve à la sortie Nord du village de Girê Reş, près de la route 6 qui relie les villes d'al-Malikiya, située à une dizaine de km au Nord-Est du camp, et de Qamishli [1]. Le camp de Roj se trouve également à une quinzaine de km au Sud-Ouest du camp de Newroz et à environ 110 km au Nord-Est du camp d'al-Hol. Le camp a une surface de près de 0.11 km² selon l'organisation humanitaire REACH [2].



SOURCE: REACH Initiative [3]

NOTES:

[1] Les distances sont à vol d'oiseau, elles ont été calculées à partir de Google Earth

[2] REACH, Camp Profile: Roj, REACH, 2020, p. 1

[3] REACH, Camp and Informal Site Profiles. Northeast Syria., REACH, 2018, p. 1

CRÉATION ET ÉVOLUTION DU CAMP

La création et l'évolution du camp d'al-Roj s'inscrit dans le contexte de la guerre civile syrienne qui éclate en 2011 et déchire la Syrie depuis lors. Selon les différents rapports établis par REACH, les plus ancien-ne-s résident-e-s du camp étaient arrivé-e-s en mars 2015[1]. **Selon Noura Abdo, directrice du camp, ce dernier aurait été officiellement créé fin juin 2015 par les autorités kurdes de l'Autorité Autonome autoproclamée du Nord-Est Syrien (AANES)[2].**

2015

Le camp est créé afin d'accueillir les déplacé-e-s syrien-ne-s fuyant les attaques de l'État islamique (EI) à Hassaké durant l'été [3]. La plupart quittent le camp dès la situation à Hassaké stabilisée et sont remplacé-e-s par des personnes yézidi-es fuyant les attaques de l'EI en Irak en 2015[4], ainsi que par des déplacé-e-s syrien-ne-s et étranger-e-s[5].

2017

Si les Irakien-ne-s sont majoritaires dans le camp les premières années, Roj devient, dès la fin de l'année 2017, un camp de détention pour des déplacé-e-s étranger-e-s, liés à l'EI [6]. En effet, alors que l'EI subit des défaites territoriales en Irak et en Syrie, notamment à Raqqa, une grande partie des femmes et les enfants ayant vécu sous l'EI sont arrêté-e-s par la Coalition internationale contre l'État islamique et ses alliés kurdes et transféré-e-s dans des camps tels que Roj [7].

2018

Selon les rapports de REACH, entre novembre 2017 et mars 2018, le nombre de résident-e-s est passé de 821 à 1775 [8].

En outre, alors que la situation se stabilise en Irak à la suite des défaites de l'EI, de nombreux-ses Irakien-ne-s font le choix de rentrer en Irak au cours de l'année 2018[9]. Le nombre de résident-e-s à Roj passe de plus de 1600 à environ 450 entre juillet 2018 et décembre 2018[10].

2019

L'année 2019, et notamment la prise de Baghouz par la Coalition anti-EI et ses alliés en mars 2019, constitue un tournant pour le camp d'al-Roj. Près de 20 000 femmes capturées à Baghouz sont transférées en détention au camp d'al-Hol déjà surpeuplé [11]. Les autorités kurdes décident alors de la construction d'une extension à Roj pouvant accueillir de 300 à 400 ménages étrangers[12]

2020-2021

L'extension ouvre au cours de l'été 2020. En septembre, 96 ménages avaient déjà été transférés[13]. Ils étaient 270 en janvier 2021 et la direction du camp prévoyait de faire passer le nombre de ménages transférés depuis al-Hol vers l'annexe de Roj de 270 à 400[14].

NOTES:

[1] REACH, Camp Profile - Roj, REACH, 2017, p. 1

[2] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », Rojava Information Center, 20 septembre 2020 (en ligne : <https://rojavainformationcenter.com/2020/09/our-aim-is-that-these-women-open-their-minds-roj-camp-management-on-transfers-from-al-hol/>)

[3] OCHA, Flash Update - Al-Hasakeh, OCHA, 2015, p. 2

[4] Syrian for Truth and Justice (STJ), « Fact Sheet on Camps for "the Internally Displaced" Located in Autonomous-Administered Areas in Northern Syria », sur Syrians for Truth and Justice, 18 décembre 2017 (en ligne : <https://stj-sy.org/en/361/>)

[5] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[6] L'EI perd Mossoul en juillet 2017 et Raqqa est reprise par la Coalition anti-EI et les forces kurdes en octobre 2017

[7] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, London, Rights and Security International, 2020, p. 13

[8] REACH, Camp Profile - Roj, op. cit., p. 1 ; REACH, Camp and Informal Site Profiles. Northeast Syria., op. cit., p. 30.

[9] Chloe Sydney, Nowhere to return to. Iraqis' search for durable solutions continues, IDMC (Internal Displacement Monitoring Center), 2018, p. 22

[10] REACH, Camp Profiles: Roj, REACH, 2018, p. 1.

[11] Voir la fiche de l'O-CR sur le camp d'al-Hol.

[12] OCHA, Humanitarian impact of the military operation in northeastern Syria, OCHA, 2019, p. 2

[13] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[14] Solnar Muhammad, « ISIS women in northeast Syria run from threats in Hawl Camp », North Press Agency, 22 janvier 2021 (en ligne : <https://npasyria.com/en/53377/>)

LA POPULATION ACCUEILLIE

NOMBRE ESTIMÉ DE RÉSIDENT-E-S:



2562
(757 ménages)
en janvier 2021[1]

Ils étaient 2376 (650 ménages) en octobre 2020 [2]

*D'après les chiffres avancés par REACH [3]

ORIGINES DES RÉSIDENT-E-S

Plus de 50 nationalités différentes sont représentées dans le camp en 2019 [4].



**Déplacé-e-s
irakien-ne-s**

En novembre 2017, 82% des résident-e-s étaient Irakien-ne-s, principalement issus du gouvernorat de Ninive [5] :

- 27% issus du district de Tel Afar
- 24% du district de Sinjar
- 21% de celui de Mossoul

En avril 2019, les Irakien-ne-s étaient toujours majoritaires[6]. 56% d'entre eux étaient issus du sub-district de Mossoul (gouvernorat de Ninive). 15% étaient issus du sub-district de Samarra (gouvernorat de Salah al-Din) et 11% du sub-district de Shirqat, (gouvernorat de Salah al-Din).

En septembre 2020, la direction du camp indiquait que 64 ménages étaient Irakiens, soit environ 14% de la population accueillie[7].



Déplacé-e-s syrien-n-es

En septembre 2020, le camp ne comptait que 14 ménages syriens [8]. En mars 2018 les déplacé-e-s Syrien-ne-s étaient principalement issus des gouvernorats d'Alep, de Deir-ez-Zor et de Raqqa [9].

NOTES:

[1] Solnar Muhammad, « ISIS women in northeast Syria run from threats in Hawl Camp », op. cit.

[2] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 1

[3] d'après les chiffres des 6 rapports REACH de novembre 2017 à octobre 2020.

[4] Noé Pignède, « En Syrie, dans les camps de familles djihadistes », La Croix, 31 juillet 2019 (en ligne : <https://www.la-croix.com/Monde/Moyen-Orient/En-Syrie-camps-familles-djihadistes-2019-07-31-1201038634>)

[5] REACH, Camp Profile - Roj, op. cit., p. 1

[6] REACH, Camp Profile : Roj, REACH, 2019, p. 1

[7] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[8] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[9] REACH, Camp and Informal Site Profiles. Northeast Syria., op. cit., p. 30



Nationaux de pays tiers (TCNs)

En septembre 2020, près de 600 autres familles étaient constituées de femmes et enfants étranger-e-s [1]. Ces résident-e-s étranger-e-s sont souvent désigné-e-s comme « nationaux de pays tiers » (TCNs). Ce sont exclusivement des femmes et des mineurs, ils sont détenu-e-s à Roj (comme à al-Hol) car associé-e-s à l'EI, qu'ils-elles aient participé aux actions et l'organisation, qu'ils-elles soient sympathisant-e-s, épouses ou enfants de militants, ou simple résident-e-s. sous le califat [2]. Ces femmes sont notamment d'origines belges, françaises, allemandes, britanniques, néerlandaises [3] mais aussi canadiennes, portugaises, russes, tunisiennes, pakistanaïses, turques [4], égyptiennes ou marocaines [5].

Depuis la fin de l'année 2019, la proportion de ces TCNs aurait dépassée celle des déplacé-e-s syrien-e-s et irakien-ne-s. En effet, en novembre 2019 le camp de Roj comptait 1364 TCNs [6], dont 943 mineur-e-s et 420 femmes [7], sur une population totale de 1825 individus [8]. De même, les personnes transférées depuis al-Hol vers l'annexe de Roj au cours de l'été 2020, étaient essentiellement des ressortissant-e-s de pays étrangers, leur nombre est donc en augmentation [9].

DYNAMIQUES DÉMOGRAPHIQUES

La majorité de la population est composée de femmes et d'enfants. En octobre 2020 la population du camp était répartie de la sorte:



85%

des résident-e-s étaient des femmes et des enfants. Les hommes ne représentaient que 16% du total de la population [10].



64%

des résident-e-s étaient mineur-e-s, dont 17% de moins de 4 ans [11].

Contrairement aux ménages syriens et irakiens, composés de femmes, hommes et enfants, les ménages étrangers seraient presque exclusivement composés de femmes avec enfants [12]. Seules deux résidentes étrangères vivaient avec leur conjoint dans le camp [13].

NOTES:

[1] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[2] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit., p. 9

[3] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit.

[4] Europe 1, Syrie : au cœur d'un camp de femmes djihadistes, 20 avril 2018, 9:25 (en ligne : https://www.youtube.com/watch?v=_PAz-SrUQtM ; consulté le 2 mars 2021)

[5] Solnar Muhammad, « ISIS women in northeast Syria run from threats in Hawl Camp », op. cit.

[6] OCHA, North East Syria: Al Hol camp, OCHA, 2019, p. 2

[7] Orlaith Minogue et Amjad Yamin, A children's crisis. Update on Al Hol camp and COVID-19 concerns, Save The Children, 2020, p. 12

[8] OCHA, Humanitarian impact of the military operation in northeastern Syria, OCHA, 2019, p. 5

[9] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit., p. 13

[12] Ibid., p. 9

[13] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE



Source image : capture d'écran vidéo de North Press Agency [1]

Le gouvernement de Damas n'a aucun rôle direct dans la gestion du camp de Roj. C'est l'AANES qui a une autorité de fait sur la zone du Nord-Est Syrien, le « Rojava » [2].



Drapeau de l'AANES



Drapeau du PYD

En effet, dans le cadre du conflit syrien, le contrôle militaire de Bachar el-Assad sur le Nord-Est syrien, majoritairement kurde, s'est affaibli. Cela permet, en novembre 2013, au Parti de l'Union démocratique (PYD) [3], parti kurde et principale force politique de la région, d'imposer son contrôle sur le Rojava, avec le soutien d'autres groupes et partis alliés. Le PYD proclame la création d'une Autorité Autonome Transitoire, pensée au sein d'une Syrie fédérale et non centralisée [4]. L'Autorité se dote d'une Constitution en 2014. Le PYD, aux côtés d'autres factions kurdes, arabes et syriaques, proclament l'établissement d'une région fédérale et autonome du Nord-Est Syrien, l'AANES, fin mars 2016 [5].

Cette Autorité fonctionne comme un État, et si elle ne bénéficie d'aucune reconnaissance officielle de sa légitimité politique à l'internationale, elle entretient des relations, notamment militaires et diplomatiques avec de nombreux États [6]. Ce sont les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) qui organisent pour l'AANES l'ouverture du camp de Roj en 2015 [7] et assure depuis lors la gestion du camp et la coordination de l'assistance aux résident-e-s [8].

NOTES:

[1] North Press Agency, Coronavirus prevention procedures in Roj camp in Derik amid residents' demand for repatriation., 18 mars 2020, 3:57 (en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=VYQsx4qNPM> ; consulté le 2 mars 2021)

[2] Nom donné par les Kurdes au Nord-Est Syrien, signifie en kurde « Kurdistan de l'Ouest ».

[3] En kurde: "Partiya Yekîtiya Demokrat".

[4] Under Kurdish Rule. Abuses in PYD-run enclaves of Syria, 2014

[5] France 24, « Des factions kurdes de Syrie annoncent une région fédérale dans le Nord », France 24, 17 mars 2016, p. 24 (en ligne : <https://www.france24.com/fr/20160317-factions-kurdes-syrie-creation-region-federale-nord-rojava>)

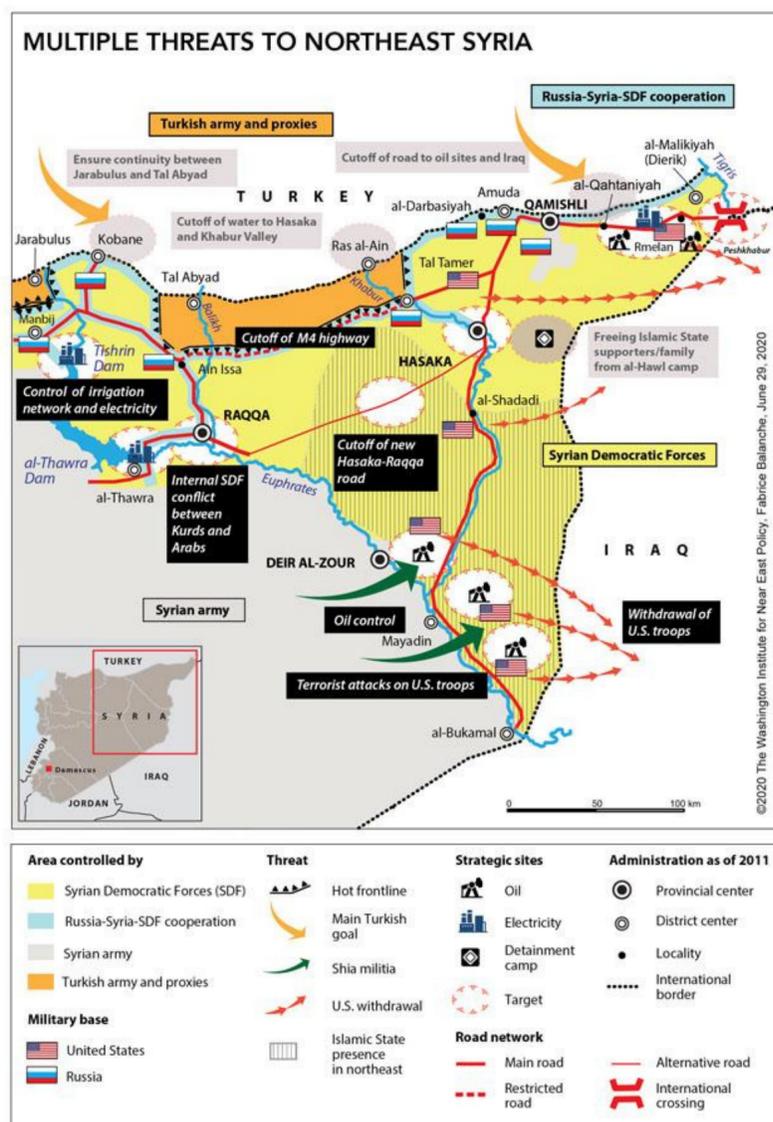
[6] Allan Kaval, « Les Kurdes demandent le départ des djihadistes étrangers détenus en Syrie », Le Monde.fr, 8 octobre 2018 (en ligne : https://www.lemonde.fr/international/article/2018/10/08/djihadistes-etranagers-detenus-en-syrie-les-kurdes-demandent-leur-rapatriement_5366374_3210.html ; consulté le 15 mars 2021)

[7] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit.

[8] Rojava Information Center, « Our aim is that these women open their minds » - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

RELATIONS ENTRE L'AANES ET DAMAS

Depuis 2012, le gouvernement syrien n'a jamais cherché à ouvrir une confrontation militaire avec les forces de l'AANES, n'en ayant ni l'intérêt ni les moyens. A l'inverse, Damas tolère voire coopère avec l'autorité du Rojava, notamment dans le cadre de la lutte contre l'EI. En outre, le Rojava abrite d'importantes ressources, notamment pétrolières, qui sont sous le contrôle des Unités de Protection du Peuple (YPG), avec le soutien des Américains[1]. Des accords de coopération entre l'AANES et le gouvernement syrien organisent la vente et le transport de pétrole depuis le Rojava vers les zones contrôlées par les autorités syriennes [2].



Carte des forces en présence au Nord-Est syrien [5]

Toutefois, si Bachar al-Assad ne souhaite pas entrer en conflit frontal avec les kurdes, il ne reconnaît pas l'AANES. En effet, son objectif est avant tout de rétablir son autorité sur l'ensemble de la Syrie, qu'il n'envisage pas comme État fédéral.

Aussi, les forces du régime de Damas « **jouent volontiers sur les faiblesses locales [de l'AANES] accentuées par l'offensive turque et le retrait partiel des troupes américaines** » [3].

L'invasion turque lancée en automne 2019 a effectivement contraint l'AANES à faire appel au gouvernement syrien et son allié russe pour sécuriser la frontière. Les forces syriennes et russes qui ont été admises dans le territoire de l'AANES contrôlent désormais la frontière syro-turque, proche du camp de Roj. Elles ont également tenté d'établir un poste à al-Malikiyah et de prendre le contrôle du point de passage de Peshkhabur, seule voie d'approvisionnement terrestre dont disposent encore les troupes américaines dans le nord-est de la Syrie [4].

Selon Fabrice Balanche, le Kremlin avec la coopération d'Ankara, « semble poursuivre une stratégie de contrôle progressif par le biais de points stratégiques et d'asphyxie économique » [6]. Cela rend l'AANES assez dépendante de l'aide occidentale, notamment pour l'assistance humanitaire.

NOTES:

[1] En kurde: "Yekîneyên Parastina Gel".

[2] Florian Delorme, « Etat Islamique: la résurgence », dans l'émission Syrie, dix ans de guerre, no 2, France Culture, 16 mars 2021 (en ligne : <https://www.franceculture.fr/emissions/cultures-monde/monographie-syrie-10-ans-de-guerre-et-apres-24-etat-islamique-la-resurgence> ; consulté le 21 mars 2021)

[3] Fabrice Balanche, « The Fragile Status Quo in Northeast Syria », sur The Washington Institute for Near East Policy, 1er juillet 2020 (en ligne : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/fragile-status-quo-northeast-syria>)

[4] Fabrice Balanche, « The Assad Regime Has Failed to Restore Full Sovereignty Over Syria », sur The Washington Institute for Near East Policy, février 2021 (en ligne : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/assad-regime-has-failed-restore-full-sovereignty-over-syria> ; consulté le 13 mars 2021)

[5] Fabrice Balanche, « The Fragile Status Quo in Northeast Syria », op. cit.

[6] Ibid.

Le gouvernement syrien et son allié russe opèrent toutefois un blocage de l'assistance humanitaire, tant au niveau du Conseil de sécurité des Nations unies que sur le terrain. En décembre 2020 par exemple, Moscou a mis son veto à la proposition du Conseil de sécurité d'utiliser le passage d'al-Yarubiya pour la fourniture des aides onusiennes via l'Irak, contraignant l'ONU à acheminer ses aides par le territoire contrôlé par les forces du régime syrien [1]. Damas considère l'entrée par al-Yarubiya comme un crime passible de cinq ans de prison [2]. En parallèle, l'État syrien oblige les ONG et agences onusiennes souhaitant accéder à l'AANES de s'associer à des organisations du régime telles que le Croissant Rouge Arabe Syrien (SARC) pour toute intervention [3]. L'Union européenne (UE) et les États-Unis ont tenté d'appuyer l'assistance d'ONG humanitaires locales mais celles-ci ont également été entravées dans leurs missions par les patrouilles russes [4].

En outre, Damas a cherché à discréditer l'AANES dans le cadre de la pandémie du COVID-19, l'attaquant notamment sur son incapacité à gérer la crise sanitaire. Les principaux laboratoires étant situés à Damas, Lattaquié et Alep, l'AANES a très peu testé les cas de COVID-19, craignant que le régime syrien ne diffuse de fausses informations concernant les taux d'infection dans le Nord-Est syrien [5].

En dépit des nombreuses pressions de la part de Damas et de ses alliés, l'AANES maintient assez efficacement son contrôle sur le Nord-Est syrien, notamment grâce à la présence de troupes américaines à Rmelan, al-Shadadi, et dans les champs pétrolifères au Sud-Est de Deir ez-Zor [6]. Aujourd'hui, la principale menace pour la stabilité de l'AANES est le retrait total des forces américaines, ce qui laisserait champ libre à la Turquie, la Russie et Damas, ébranlant la gouvernance des Kurdes [7].

MODALITÉ D'ACCÈS AU CAMP

Roj est un camp de détention fermé [8]. L'entrée et la sortie se font via un portail contrôlé par des membres des FDS armés [9].

En octobre 2020, 78% des résident-e-s interrogé-e-s par REACH ont indiqué avoir rencontré des obstacles pour quitter le camp [10]. Dans le cas des TCNs, l'AANES a été ferme sur le fait qu'elle n'autorisera aucun départ du camp sans accord préalable de rapatriement par l'Etat d'origine [11]. En outre, l'accès à Roj est limité aux observateur-ice-s extérieur-e-s, notamment aux journalistes, et il est donc difficile d'évaluer les conditions de vie dans le camp.



Photo : 2021. North Press Agency [12]

NOTES:

[1] Fabrice Balanche, « The Fragile Status Quo in Northeast Syria », op. cit.

[2] Fabrice Balanche, « The Assad Regime Has Failed to Restore Full Sovereignty Over Syria », op. cit.

[3] Dana Stroul et Charles Thépaut, « A decisive Vote for Humanitarian Support in Syria », sur The Washington Institute for Near East Policy, 18 décembre 2019 (en ligne : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/decisive-vote-humanitarian-support-syria>)

[4] Fabrice Balanche, « The Fragile Status Quo in Northeast Syria », op. cit.

[5] Ibid.

[6] Ibid.

[7] Florian Delorme, « Etat Islamique », op. cit.

[8] Letta Tayler et Farida Deif, "Bring Me Back to Canada", Human Rights Watch, 2020

[9] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit., p. 16

[10] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 3

[11] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit., p. 16

[12] capture d'écran, North Press Agency, ISIS women in northeast Syria run from threats in Hawl Camp, 22 janvier 2021, 3:18 (en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=Yj6MJlfoW8>)

LA GESTION DU CAMP

LES GESTIONNAIRES DU CAMP*

**Peu de sources existent sur la gestion et la coordination du camp d'al-Roj, les informations à dispositions sont donc limitées et potentiellement incomplètes.*

Le camp est organisé en comités dont les membres ne sont pas élu-e-s par les résident-e-s [1]:

- Coordination du camp
- Comité pour les femmes
- Comité WASH
- Comité santé
- Comité pour la jeunesse
- Comité pour la maintenance
- Comité pour la distribution

GESTION ET COORDINATION DU CAMP

Le camp est géré par les FDS pour le compte de l'AANES et Noura Abdo se présente comme la directrice du camp [2].



LES FORCES DÉMOCRATIQUES SYRIENNES (FDS)

Coalition militaire créée en octobre 2015 dans la cadre de la lutte contre l'EI. Cette coalition multiethnique est composée de combattant-e-s kurdes, arabes et chrétien-ne-s, toutefois dominée par les kurdes et notamment par les combattants du YPG [3]. Les FDS ont été un allié central pour la Coalition Internationale anti-EI sur le terrain, elles ont cependant été largement affaiblies à la fin de l'année 2019, par le retrait américain et l'intervention turque qui en a découlé.



LES UNITÉS DE PROTECTION DU PEUPLE (YPG)

Milice armée du PYD créées en 2011. Ces Unités sont considérées comme une organisation terroriste par Ankara en raison de leurs liens avec le PKK, Parti des Travailleurs du Kurdistan [4].



ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET AGENCES ONUSIENNES

Le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations-Unies (UNHCR), l'International Rescue Organization (IRC) et l'International Relief and Development (ou Blumont) ont un rôle de supervision [5]. Peu de sources détaillent toutefois en quoi consiste ce travail de supervision.

NOTES:

[1] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 6 ; voir également REACH, Camp Profile - Roj, op. cit., p. 4

[2] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[3] LCI, « Syrie : FDS, YPG, PKK... Que signifient ces acronymes en lien avec le conflit turco-kurde? », sur LCI, 16 octobre 2019 (en ligne : <https://www.lci.fr/international/attaque-militaire-turquie-syrie-fds-ypg-pkk-que-signifient-ces-acronymes-en-lien-avec-le-conflit-turco-kurde-2135129.html>)

[4] Id.

[5] Syrian for Truth and Justice (STJ), « Fact Sheet on Camps for "the Internally Displaced" Located in Autonomous-Administered Areas in Northern Syria », op. cit.



KRC

SANTÉ

Le Croissant Rouge kurde (KRC) a la charge de la gestion du centre médical construit par l'AANES [1].



Save the Children

ÉDUCATION

Save The Children est en charge des services liés à l'éducation et à l'accompagnement des enfants, et des espaces réservés à l'accueil des enfants [2].



Asayish

SÉCURITÉ

La sécurité est gérée par les FDS [3] ainsi que par l'Asayish, la police locale de l'AANES, créée en 2012 [4]. De façon générale, la sécurité extérieure dans l'AANES est assurée par les YPG, qui continuent de lutter contre les groupes armés islamistes non étatiques, l'Asayish s'occupe quant à elle de la sécurité intérieure et de l'application de la loi [5].

STATUT DES RÉSIDENT-E-S ET PROTECTIONS INTERNATIONALES

LE DROIT INTERNATIONAL APPLICABLE EN SYRIE

La Syrie est considérée en état de guerre civile, ce qui rend applicables certaines dispositions du droit international à l'échelle du pays. La plupart des expert-e-s juridiques s'accordent à dire que le conflit qui oppose dans le Nord-Est syrien les FDS à l'EI est un conflit armé à caractère non international (CANI) [6].

Un CANI est défini comme :

« un affrontement armé prolongé qui oppose les forces armées gouvernementales aux forces d'un ou de plusieurs groupes armés, ou de tels groupes armés entre eux, et qui se produit sur le territoire d'un État. Cet affrontement armé doit atteindre un niveau minimal d'intensité et les parties impliquées dans le conflit doivent faire preuve d'un minimum d'organisation »[7].

NOTES:

[1] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[2] Save the Children, « Repatriation of foreign children in Syria slowed by COVID-19, as new footage emerges of life in camps », sur Save the Children International, 1er février 2021, p. 4 (en ligne : <https://www.savethechildren.net/news/repatriation-foreign-children-syria-slowed-covid-19-new-footage-emerges-life-camps> ; consulté le 12 mars 2021)

[3] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit.

[4] Letta Tayler et Farida Deif, "Bring Me Back to Canada", op. cit.

[5] Under Kurdish Rule. Abuses in PYD-run enclaves of Syria, op. cit.

[6] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit.

[7] Comité international de la Croix-Rouge (CICR), « Comment le terme « conflit armé » est-il défini en droit international humanitaire ? », 2008, p. 6

Dans le cadre d'un CANI, les États belligérants, qu'ils soient étatiques ou non, sont tenus de respecter certaines dispositions du Droit International Humanitaire. Ils doivent également respecter le Droit International relatif aux Droits Humains, applicable en tout lieu et en tout temps, qui comprend notamment l'interdiction des arrestations arbitraires ainsi que le respect et la protection du droit des enfants et des civil-e-s.

En outre, l'AANES s'est dotée d'une Constitution qui réaffirme certaines normes importantes relatives aux droits humains. Elle interdit par exemple la peine de mort et les abus physiques ou mentaux sur les personnes détenues [1]. Si cette Constitution n'est pas reconnue internationalement, des conseils législatifs locaux ont néanmoins été établis au Rojava, ainsi que des conseils de cantons qui s'occupent de la sécurité intérieure et de la justice [2].

STATUTS ET PROTECTIONS APPLICABLES AUX RÉSIDENT-E-S

DÉPLACÉ-E-S INTERNES SYRIEN-NE-S

Les Syrien-ne-s présent-e-s dans le camp sont considéré-e-s comme des déplacé-e-s internes. Leur protection est de la responsabilité de l'État hôte. Dans le cas de Roj, l'État syrien n'est pas en mesure d'assurer leur protection puisque le camp est situé dans la zone autonome de l'AANES. Leur protection dépend donc de l'AANES.

DÉPLACÉ.E.S IRAQUIEN-NE-S

Les Irakien-ne-s d'al-Roj ne peuvent être considéré-e-s comme des demandeur-se-s d'asile ou des réfugié-e-s puisque la Syrie n'est pas signataire de la Convention de Genève de 1951 relative aux réfugié-e-s. Pour autant, dans certains rapports du HCR, certain-e-s déplacé-e-s irakien-ne-s de Roj sont désigné-e-s par les termes de « demandeurs d'asile » ou de « réfugiés ». A titre d'exemple, le HCR indiquait, en 2015, que le statut des Irakien-ne-s identifié-e-s à Roj n'était pas encore déterminé mais désignait, en 2016 et 2017, comme « demandeurs d'asile » certain-e-s résident-e-s irakien-ne-s du camp [3]. En 2019, le HCR estimait à 504 le nombre de « demandeurs d'asile et réfugiés » Irakien-ne-s à Roj et al-Hol, sans préciser le système de délivrance de ces statuts ni les protections qui en découlent [4].

DÉTENU-E-S ÉTRANGER-E-S (TCNS)

Les TCNs liés à l'EI ne sont ni réfugié-e-s, ni demandeur-se-s d'asile, ni prisonnier-e-s, le statut de ces étranger-e-s est entouré d'un grand vide juridique[5]. L'AANES refuse de juger les ressortissant-e-s étranger-e-s sur leur territoire et demande aux États d'origine de les rapatrier. Si quelques enfants ont été effectivement rapatrié-e-s, la majorité des États refusent de rapatrier les femmes pour des question de sécurité nationale [6].

NOTES:

[1] Under Kurdish Rule. Abuses in PYD-run enclaves of Syria, op. cit.

[2] Id.

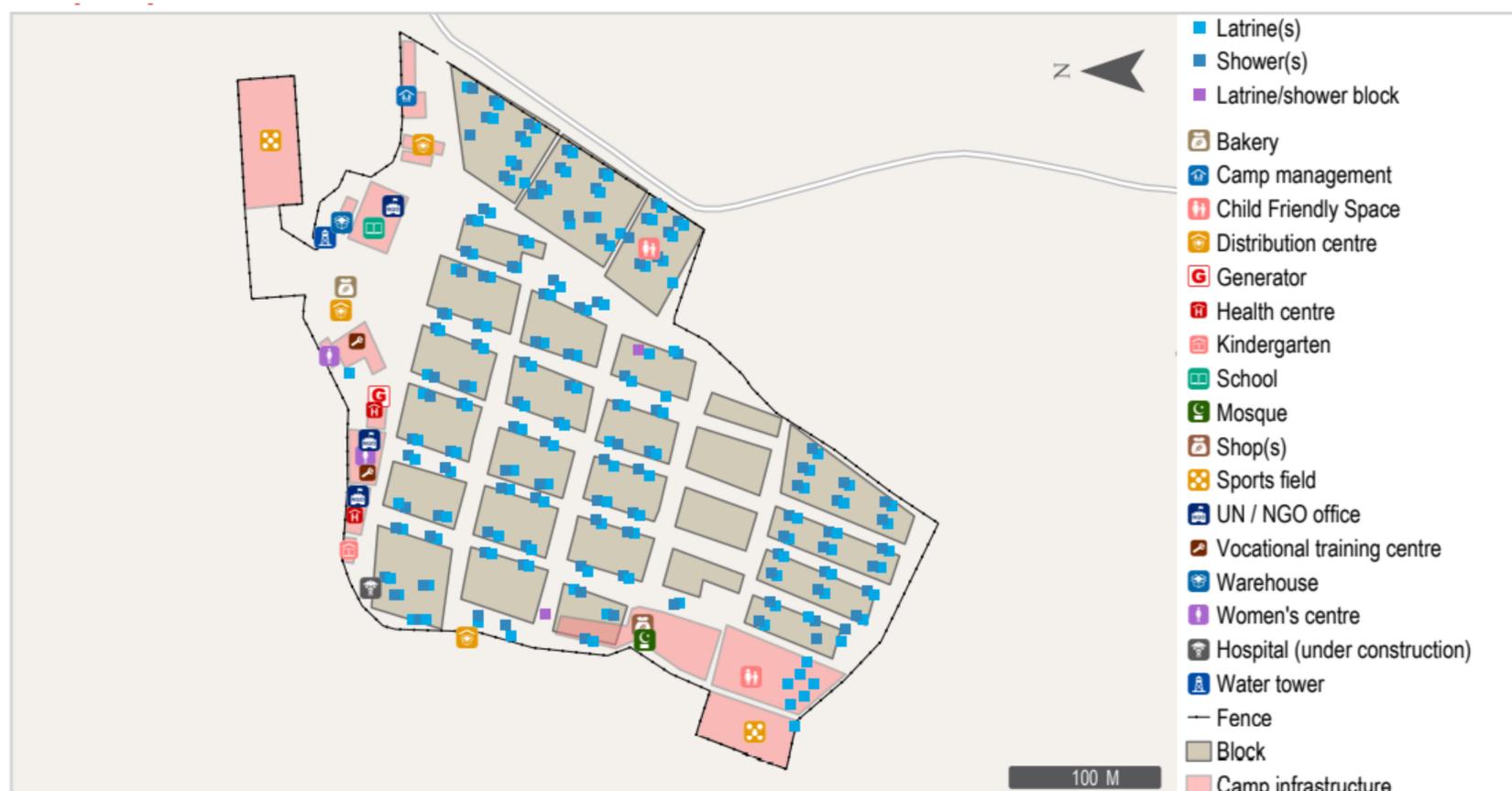
[3] Voir en ligne : UNHCR, « Syrian Arab Republic - Global Focus - Year-End report », sur reporting.unhcr.org, s. d. (en ligne : <https://reporting.unhcr.org/node/2530?y=2019#year> ; consulté le 15 mars 2021)

[4] Voir en ligne : Id.

[5] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit.

[6] Id.

SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP



Cartographie du camp par REACH en mai 2019 [1]



ABRI ET HABITAT

Les abris dans le camp sont des tentes de 3 mètres sur 4, fournies par l'UNHCR. Elles ne sont pas installées directement sur le sol mais sur une base en ciment [2]. En octobre 2020, 53% des tentes des résident-e-s interrogé-e-s étaient en état neuf [3]. Certain-e-s résident-e-s ont construit des petites tranchées pour empêcher les inondations ou ont ajouté des bâches sur leur tente pour permettre une meilleure étanchéité [4]. En novembre 2017, plus de 90% des familles avaient ajouté des bâches à leur tente [5].

Les ménages reçoivent des cuisinières à gaz et l'ONG Blumont, partenaire des gestionnaires du camp pour le support matériel et la maintenance, fournit matelas, couvertures, et ustensiles de cuisine aux nouveaux et nouvelles résident-e-s [6]. En 2019, 85% des résident-e-s interrogé-e-s indiquaient avoir reçu un système de chauffage, 81% avaient reçu du fuel, 67% avaient été fournis en vêtements et chaussures pour l'hiver, 37% en couvertures [7].

NOTES:

[1] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 1

[2] Rojava Information Center, « Our aim is that these women open their minds » - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[3] REACH, Camp Profiles: Roj, 2020, op. cit., p. 1

[4] REACH, Camp Profiles: Roj, 2018, op. cit., p. 2

[5] REACH, Camp Profile - Roj, op. cit.

[6] Rojava Information Center, « Our aim is that these women open their minds » - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[7] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 3

En 2020, 96% des résident-e-s se fournissent en éclairage par le réseau public, 8% utilisent des panneaux solaires, 4% ont des générateurs dans le camp [1]. Certains ménages possèdent une parabole et la télévision [2]. La direction du camp a également indiqué que chaque bloc de 24 ménages dispose de deux extincteurs accessibles [3]. En mai 2019, 100% des résident-e-s interrogé-e-s savaient se servir du système anti-feu [4].

Le camp est doté d'un système de ramassage des déchets : des poubelles communes sont disposées dans le camp et vidées de façon journalière par une ONG. Les déchets sont ensuite déplacés vers un site situé à 6km du camp [6].



Source image: capture d'écran de la vidéo de North Press Agency [5]

SERVICES SANITAIRES ET ACCÈS À L'EAU

En 2019, le camp était composé de 141 latrines et 114 douches, 44% des ménages partageaient leurs latrines avec une ou plusieurs familles. Pour les douches, 11% des résident-e-s interrogé-e-s indiquaient partager une douche, 78% des ménages avaient une douche individuelle et 11% indiquaient se laver à l'intérieur de leurs tentes [7].

Un réseau d'évacuation des eaux usées existe dans la partie originelle du camp [8] et un partenaire syrien, basé à Damas et Qamishli, avait entamé la construction d'un nouveau réseau d'égouts, l'installation de réservoirs d'eau de latrines et de douches dans l'annexe, fin 2019 [9]. Ce nouveau système d'évacuation était encore en construction en 2020 [10]. Le camp est également équipé d'un forage et d'un château d'eau. L'eau est stockée dans de grands réservoirs d'eaux par blocs.



Source: capture d'écran de la vidéo diffusée par North Press Agency en 2020 [11]

NOTES:

[1] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 6

[2] North Press Agency, ISIS women in northeast Syria run from threats in Hawl Camp, op. cit.

[3] REACH, Camp and Informal Site Profiles. Northeast Syria., op. cit., p. 31

[4] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 3

[5] North Press Agency, Coronavirus prevention procedures in Roj camp in Derik amid residents' demand for repatriation., op. cit.

[6] REACH, Camp Profile - Roj, op. cit., p. 5

[7] Id.

[8] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit.

[9] OCHA, Humanitarian impact of the military operation in northeastern Syria, 2019, op. cit., p. 2 ; Ibid., p. 7

[10] ICRC, « Nord-est de la Syrie: des millions de personnes privées d'un accès régulier à l'eau et aux services de santé », 2020

[11] North Press Agency, Coronavirus prevention procedures in Roj camp in Derik amid residents' demand for repatriation., op. cit.



En novembre 2017, les résident-e-s utilisaient en moyenne 65 litres d'eau par personne et par jour pour leur consommation personnelle et tout autre usage. L'eau était accessible par des robinets publics et les résident-e-s avaient été fournis en jerrycans de 5 à 30 litres pour stocker de l'eau, qui est traitée avant d'être distribuée [1].

capture d'écran de la vidéo diffusée par North Press Agency en 2021 [2]

En octobre 2020, 82% des ménages déclaraient utiliser le robinet public pour l'eau potable et très peu de résident-e-s indique traiter ou faire bouillir l'eau avant utilisation [3].



ACCÈS À LA NOURRITURE

Les résident-e-s peuvent s'approvisionner en nourriture au niveau de la boulangerie, des différentes échoppes du marché interne du camp ou bien via la distribution des aides alimentaires.

En novembre 2017, 91% des ménages indiquent recevoir une assistance alimentaire en novembre 2017, constituée de pain pour 91% d'entre eux, de coupons alimentaires pour 49% et des paniers alimentaires standards du Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour 46%. Selon REACH, du pain était distribué tous les jours par le PAM via l'IRC en novembre 2017 [4]. En octobre 2020, l'intégralité des résident-e-s du secteur A interrogé-e-s par REACH ont indiqué que la distribution de nourriture est leur source alimentaire principale. 84% indiquent se fournir également au marché du secteur A, et 20% s'approvisionnent également dans des marchés hors du camp [5]. Si les gestionnaires indiquent accompagner parfois certains ménages dans les marchés à l'extérieur du camp, ils préfèrent néanmoins, pour des questions d'organisation et de sécurité, développer l'accès aux biens alimentaires à l'intérieur du camp [6].

En octobre 2020, dans le cadre des distributions alimentaires, les résident-e-s déclaraient avoir reçu du pain pour 94% d'entre eux, des paniers alimentaires pour 84% d'entre eux et de l'argent ou des bons alimentaires pour 6% d'entre eux [7].

Photo d'une échoppe dans le camp, capture d'écran d'une vidéo de France 3 [8]



NOTES:

[1] REACH, Camp Profile - Roj, op. cit.

[2] North Press Agency, ISIS women in northeast Syria run from threats in Hawl Camp, op. cit.

[3] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit.

[4] REACH, Camp Profile - Roj, op. cit., p. 3

[5] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 5

[6] Rojava Information Center, « Our aim is that these women open their minds » - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[7] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 5

[8] France 3 Bretagne, Rencontre avec Emilie König dans le camp de Roj, en Syrie (reportage de France 2), 19 février 2021, 3'56"



ACCÈS AUX SOINS

En novembre 2017, le camp était composé de deux cliniques gérées par le Croissant Rouge Kurde et l'IRC [4]. En mai 2019, REACH indique l'existence d'un centre pour les femmes ainsi que d'un hôpital en construction [5]. En octobre 2020 il y avait un centre de santé fixe, une clinique mobile et un hôpital [6]. Selon la direction du camp, le point de santé fixe du camp accueille un ophtalmologue, un dentiste, un centre d'analyses médicales et quelques autres spécialistes médicaux. Une équipe de nuit est présente de 17 heure à 8 heure du matin [7]. Save the Children gère notamment des espaces dédiés aux mères et aux nourrissons, dans lesquels est assuré un suivi des femmes enceintes et des mères allaitantes [8]. La Croix-Rouge Internationale est chargée d'effectuer les contrôles sanitaires des nouvelles arrivantes transférées depuis al-Hol [9].

En mai 2019, 62% des enfants étaient vaccinés contre la polio [10], ils-elles étaient 86% en octobre 2020 [11]. Fin 2020, 14 % des résident-e-s interrogé-e-s dans le secteur A du camp souffraient de blessure grave, 24% de maladie chronique et 27% étaient des femmes enceintes ou allaitantes. Parmi les femmes ayant accouché depuis leur arrivée dans le camp, 96% d'entre-elles avaient eu accès à une infrastructure médicale. La quasi-totalité des femmes enceintes ou allaitantes dans le camp en octobre 2020 indiquaient recevoir un suivi et un traitement obstétrique ou anténatal [12].

Par ailleurs, des programmes de dépistage, de conseils ainsi que de traitement pour la malnutrition sont proposés [1]. Si cela est nécessaire, les gestionnaires du camp peuvent également transférer certain-e-s résident-e-s vers l'hôpital de Derik ou de Qamishli [2].

COVID-19

Une zone d'isolement a été mise en place [3], le personnel a été formé et les résident-e-s informé-e-s et sensibilisé-e-s par les gestionnaires du camp ainsi que par différentes ONG et fondations [4]. Selon les gestionnaires, du gel hydroalcoolique, du savon et des produits nettoyants ont été distribués aux résident-e-s et les horaires des distributions ont été adaptés afin d'éviter les attroupements. Un couvre-feu a également été instauré [5] et les visites largement limitées, notamment pour les familles de déplacé-e-s irakien-ne-s [6]. Les résident-e-s interrogé-e-s par REACH ont également indiqué prendre des mesures à titre individuel, dont notamment le port du masque à l'extérieur et l'auto-confinement dans la mesure du possible [7].

NOTES:

[4] REACH, Camp Profile - Roj, op. cit.

[5] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 4

[6] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit.

[7] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[8] Save the Children, « Repatriation of foreign children in Syria slowed by COVID-19, as new footage emerges of life in camps », op. cit., p. 4

[9] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[10] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 4

[11] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit. ; REACH, Camp Profile: Roj, op. cit.

[12] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 2

[1] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 2

[2] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[3] COVID-19 Humanitarian Update, OCHA, 2020, p. 10. Url: <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/syrian-arab-republic-covid-19-humanitarian-update-no-20-29-october-2020>

[4] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 2

[5] Id.

[6] North Press Agency, Coronavirus prevention procedures in Roj camp in Derik amid residents' demand for repatriation., op. cit.

[7] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 2

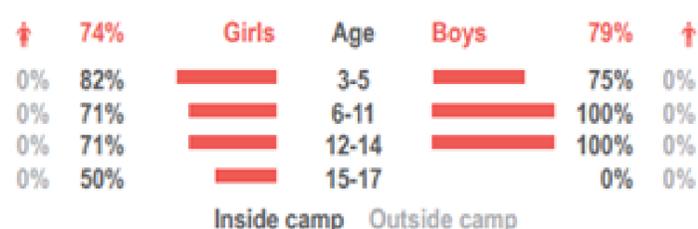
ACCÈS À L'ÉDUCATION

Save the Children est le principal acteur de l'éducation dans le camp de Roj. L'organisation est notamment en charge de la gestion des centres de soins et de développement de la petite enfance [1]. En novembre 2017, l'organisation dispensait des programmes scolaires irakiens [2]. En septembre 2020, les enfants suivaient également une version du programme de l'UNICEF selon la directrice du camp [3].

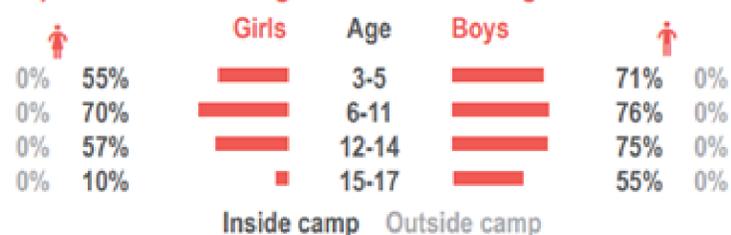
En mai 2019, la grande majorité des enfants de moins de 15 ans était scolarisée. 100% des garçons 6 à 14 ans et 71% des filles du même âge recevaient un enseignement au moins 4 jours/semaine. Le taux d'assiduité était cependant largement moindre chez les enfants de 15 à 17 ans, notamment parmi les garçons [4].

Enfants résidant à Roj recevant une éducation scolaire en mai-avril 2019 [5], puis en octobre 2020 [6]

Attendance⁴



Proportion of school-age children attending education



ACCÈS À L'EMPLOI



En 2019, 93% des ménages avaient un membre recevant un salaire [8] et en octobre 2020, le salaire moyen des résident.e.s était de 325 SYP (environ 120 euros) [7].

En octobre 2020, parmi les résident.e.s interrogé.e.s par REACH [8]:

63% indiquaient tirer des revenus d'un emploi dans le camp.

16% indiquaient tirer des revenus d'un emploi hors du camp.

12% disaient puiser dans leurs épargnes personnelles.

Les emplois sont principalement des travaux journaliers dans ou hors du camp, des emplois dans une entreprise privée pour quelques résident.e.s ou de la vente de biens [9]. Les gestionnaires du camp ont indiqué aider certaines femmes à travailler, notamment en leur fournissant des fours afin qu'elles puissent préparer de la nourriture et à la vendre dans le camp. Pour les quelques hommes présents dans le camp, certains travaillaient comme mécanicien ou boulanger [10].

NOTES:

[1] REACH, Camp Profile - Roj, op. cit.

[2] Id.

[3] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[4] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 2

[5] Id.

[6] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 4

[7] Ibid., p. 5

[8] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 6

[9] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 5

[10] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.



ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES DE L'EI

Les gestionnaires coordonnent des programmes d'accompagnement pour les femmes. L'IRC gère par exemple des ateliers de formations, de même que la Fondation Weqfa Jina Azad a Suri (WJAS), la fondation des femmes libres en Syrie, une ONG kurde créée en 2014 qui travaille dans le camp de façon indépendante, à la formation et l'accompagnement des femmes issues de l'EI [1]. Des activités telles que des cours de couture ou de coiffure par exemple, sont dispensés aux adolescentes du camp [2]. La Croix-Rouge internationale anime également des ateliers pour les femmes, les formant à différents travaux manuels, le programme n'aurait toutefois pas encore été développé avec les femmes étrangères, seulement avec les femmes Irakiennes [3].



Logo WJAS

Les gestionnaires du camp disent vouloir amener ces femmes à sortir de leurs cercles restreint afin qu'elles « ouvrent leur esprit » [4].

Dans ce cadre, un code vestimentaire a été établi dans le camp, interdisant notamment les robes noires et le niqab. Les femmes peuvent porter un voile qui leur couvre la tête mais ne peuvent pas porter le voile intégral [5]. En outre, les gestionnaires disent ne pas imposer de trop lourdes restrictions à ces femmes afin de pouvoir développer une relation de confiance avec elles. Les résidentes sont donc, selon eux, autorisées à recevoir de l'argent, à garder un téléphone, elles sont libres de circuler comme elles le souhaitent dans le camp, elles sont traitées de la même manière que les autres femmes et ne sont pas séparées des déplacé-es Syrien-nes et Irakien-nes [6]. Certaines femmes auraient par ailleurs été transférées à Roj depuis l'annexe d'al-Hol pour garantir leur sécurité [7].

RAPATRIER LES RESSORTISSANT-E-S ÉTRANGER-E-S



Lorsqu'un État décide de rapatrier l'un ou l'une de ses ressortissant-e-s, des fonctionnaires de l'État étranger rencontrent les fonctionnaires de l'AANES afin organiser le transfert. Des contrôles d'identité (ou tests ADN) sont ensuite effectués avant la signature formelle du rapatriement. Les ressortissant-e-s sont alors généralement remis-e-s aux personnes représentant leur État de nationalité et retiré-e-s du territoire de l'AANES. Ces résident-e-s étranger-e-s sont évacué-e-s via des avions militaires, soit depuis les bases américaines ou russes en Syrie, soit depuis la ville d'Erbil en Irak après y avoir été amené-e-s par des représentant-e-s des FDS [8]. Ces dernières n'ont jamais refusé le rapatriement des ressortissant-e-s étranger-e-s par leur État de nationalité [9].

NOTES:

[1] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[2] IFRance 3 Bretagne, Rencontre avec Emilie König dans le camp de Roj, en Syrie (reportage de France 2), op. cit.

[3] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

[4] Id.

[5] Id.

[6] Id.

[7] Aaron Y. Zelin, Wilayat al-Hawl: « Remaining » and Incubating the Next Islamic State Generation, The Washington Institute for Near East Policy, 2019, p. 6

[8] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit., p. 35

[9] Id.

Certains États étrangers, dont les États-Unis, la Russie et l'Indonésie, ont organisé le rapatriement de leurs ressortissant-e-s des camps syriens. De plus, nombre de pays européens ont mis en place des politiques de rapatriement des mineur-e-s, refusant toutefois de rapatrier les personnes majeures pour des questions de « sécurité nationale »[1].

→ En février 2020:

Le ministre belge des Affaires étrangères avait annoncé que la Belgique prévoyait de rapatrier l'ensemble de leurs ressortissant-e-s de moins de 10 ans des camps. Toutefois, en novembre 2020, aucuns rapatriements n'avaient eu lieu en raison du refus des mères de voir leurs enfants rapatrié-e-s sans elles [2].

→ La politique de la France en matière de rapatriement consiste à donner la priorité aux enfants les plus vulnérables : les orphelin-e-s et mineur-e-s, notamment isolé-e-s. En octobre 2018, des fonctionnaires Français se sont rendu-e-s dans le camp de Roj pour rencontrer les ressortissant-e-s français-e-s afin d'obtenir leur accord pour le rapatriement des enfants [3]. Peu de femmes ont cependant donné leur assentiment [4].

NOTES:

[1] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, *Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria*, op. cit., p. 35

[2] Ibid., p. 50

[3] Ibid., p. 52

[4] France 3 Bretagne, *Rencontre avec Emilie König dans le camp de Roj, en Syrie* (reportage de France 2), op. cit.

PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS DES RÉSIDENT-E-S

ENVIRONNEMENT ET CONDITIONS DE VIE PRÉCAIRES

En 2020, avec l'augmentation du nombre de résident-e-s, les conditions de vie des ménages se sont dégradées. Le nombre moyen de personne par tente est passé de 3.4 en 2017 à 4.8 en 2020, ce qui selon REACH n'est pas satisfaisant au regard des critères SPHERE qui voudraient que la densité d'habitant par abri ne dépasse pas une moyenne de 4.6 [1]. En outre, les résident-e-s souffrent du froid et de la pluie [2]. En octobre 2020, 15% des tentes étaient sujettes aux inondations, et il n'y a pas de canaux de drainage entre les abris dans le camp [3]. Les résident-e-s ont besoin de bâches en plastique supplémentaires voire de nouvelles tentes [4].

le camp d'al-Roj sous la pluie. Capture d'écran reportage France 3 [5]



INSUFFISANCE DE L'ASSISTANCE HUMANITAIRE

En octobre 2020, les résident-e-s de Roj déclaraient manquer de sucre, de riz et d'huile [6]. En outre, 14 % des ménages déclaraient avoir passé au moins deux jours consécutifs sans accès à l'eau potable au cours des deux semaines précédant la collecte des données par REACH [7].

De nombreux-ses résident-e-s ne sont pas en mesure d'acheter tout ce dont ils-elles ont besoin au marché interne en raison des coûts, et dépendent donc de l'assistance humanitaire. Or, en raison de la situation politique et sanitaire, l'assistance humanitaire des agences onusiennes et ONG internationales s'est largement réduite. Dans le cadre de la lutte contre la propagation du COVID-19, par exemple, l'AANES a misé sur la restriction des mouvements internes, fermant notamment le point de passage de Peshkhabur. Cela a cependant eu un fort impact sur l'assistance étrangère qui s'est réduite et sur l'économie locale déjà fragile [8]. La directrice du camp déclarait en janvier 2021 que certaines livraisons de kits pour l'hiver, notamment de vêtements chauds, et de médicaments avaient été annulées par l'UNICEF ou l'IRC par exemple [9].

NOTES:

[1] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 1 et 6

[2] Hippolyte Radisson, « Dans les camps syriens, la situation des familles de djihadistes s'enlise », La Croix, 3 mars 2021 (en ligne : <https://www.la-croix.com/Monde/camps-syriens-situation-familles-djihadistes-senlise-2021-03-03-1201143490>)

[3] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 6

[4] Id.

[5] capture d'écran, France 3 Bretagne, Rencontre avec Emilie König dans le camp de Roj, en Syrie (reportage de France 2), op. cit.

[6] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 5

[7] *Ibid.*

[8] Fabrice Balanche, « The Fragile Status Quo in Northeast Syria », op. cit.

[9] Rojava Information Center, « "Our aim is that these women open their minds" - Roj Camp management on transfers from Al-Hol », op. cit.

CRISE SANITAIRE ET BESOINS MÉDICAUX

33% des ménages interrogés rapportaient avoir au moins un membre souffrant de détresse psychosociale, notamment des mineur-e-s [1].

En raison de l'augmentation de la population, de plus en plus de ménages sont contraints de partager les blocs de douches et les latrines avec d'autres ménages. En 2020, 59% des résident-e-s interrogé-e-s indiquent se laver dans leur tente [2] et près de 50% des résident-e-s nécessitant des soins indiquaient avoir fait face à des problèmes d'accès à un suivi et des soins médicaux. Cela en raison du coût des frais de santé ou du transport vers les infrastructures médicales. La clinique de Roj ne dispose que d'antibiotiques et d'analgésiques de base, et manque de matériel pour traiter les cas complexes [3]. Certains enfants sont morts de maladies non traitées [4]. En outre, il n'existe aucun programme destiné à l'assistance aux personnes âgées ou aux personnes en situation de handicap [5].

CRISE DU COVID-19

En avril 2020, l'AANES ne disposait que de 150 ventilateurs et de 35 lits de soins intensifs pour une population de 2 millions d'habitant-e-s. De plus, seuls 64 % de ses hôpitaux étaient pleinement fonctionnels [6]. Dans le camp de Roj, les personnes nouvellement transférées depuis al-Hol n'étaient pas forcées d'effectuer une période de quarantaine et n'étaient pas soumises à une visite médicale systématique. Les résident-e-s et le personnel du camp manquaient de savon et de produits d'hygiène nécessaires pour assurer les gestes barrière et les mesures et infrastructures d'isolement mises en place ne sont pas fonctionnelles. Selon les questionnaires, les conditions dans le camp ne permettent pas le respect des distanciations sociales [7]. En outre, leurs appels à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour un soutien dans le cadre de la pandémie n'ont pas reçu de réponses satisfaisantes [8].

PROBLÈMES D'ACCÈS À L'EMPLOI ET À L'ÉDUCATION

En octobre 2020 [9]:

26% des résident-e-s indiquaient souhaiter quitter le camp, dont 13% pour des raisons de coût de la vie.

6% des ménages interrogés rapportaient devoir emprunter de l'argent ou demander des avances auprès de proches et de commerçant-e-s, afin de pouvoir subvenir à leurs besoins.

Ces difficultés poussent un grand nombre de ménages à adopter des mécanismes d'adaptation comme la vente de biens reçus par les gestionnaires ou les organisations humanitaires, la réduction du nombre de repas ou la dépense de leur épargne [10].

NOTES:

[1] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 3

[2] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 5

[3] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit., p. 28

[4] Ibid.

[5] Hippolyte Radisson, « Dans les camps syriens, la situation des familles de djihadistes s'enlise », op. cit.

[6] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 3

[7] Id.

[8] Aaron Y. Zelin, « Syria's Three Governments Confront the Coronavirus », sur The Washington Institute, 1er avril 2020 (en ligne : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/syrias-three-governments-confront-coronavirus>)

[7] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 2

[8] North Press Agency, Coronavirus prevention procedures in Roj camp in Derik amid residents' demand for repatriation., op. cit.

[9] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 3

[10] Ibid.

Selon Rights and Security International (RSI), le camp possède des espaces d'apprentissage accessibles aux enfants mais ceux-ci n'y sont pas envoyés par leurs mères. En effet, ces espaces dispensent des activités extrascolaires mais pas vraiment d'enseignement scolaire, ce que déplorent les ménages. De nombreux enfants ne savent ni lire ni écrire et les ménages n'ont pas les moyens ni le matériel pour faire cours à domicile [1]. Selon l'OCHA, en 2019 il n'y avait pas d'activités éducatives organisées par les acteurs locaux à Roj [2]. En outre, les enfants n'ont pas le droit de recevoir une éducation à l'extérieur du camp [3].

PROBLÈME D'ACCÈS À LA DOCUMENTATION

La perte ou l'absence de documentation civile est également un problème pour les ménages, notamment l'absence de certificat de mariage ou de naissance. **Fin 2020, 50% des ménages interrogés indiquaient ne pas posséder de certificat de naissance pour au moins un de leurs enfants [4].** Ces enfants et les mineur-e-s non-accompagné-e-s du camp font face à de forts risques d'apatridie.

VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

Pour RSI, il ne fait aucun doute que les femmes et les enfants subissent une détention forcée et arbitraire [5]. En effet, la détention de la majorité des femmes de Roj n'a été soumise à aucune procédure légale et ne découle d'aucune enquête ou accusation précise. De plus, selon certain-e-s expert-e-s, une grande partie des résident-e-s détenu-e-s dans les camps d'al Hol et de Roj n'ont jamais été, ou ne sont plus, acquis.es à la cause de l'EI [6].

Or, la détention arbitraire va à l'encontre de tous les textes fondamentaux du droit international, le droit coutumier, les droits humains et le droit de la guerre. La Constitution de l'AANES omet d'ailleurs de stipuler certains principes fondamentaux, tels que l'interdiction de la détention arbitraire, le droit à un examen judiciaire rapide et le droit à un avocat dans le cadre de procédures pénales [7].

En outre, les conditions dans le camp de Roj sont précaires, la violence physique est courante et les traumatismes psychologiques endémiques, d'autant de violation du droit des détenus à la vie et à la sécurité de la personne, du droit de ne pas être soumis-e à la torture et à des traitements inhumains, tout particulièrement pour les enfants [8].

NOTES:

[1] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit., p. 32

[2] OCHA, Humanitarian impact of the military operation in northeastern Syria, OCHA, 2019, p. 9

[3] REACH, Camp Profile - Roj, op. cit., p. 4

[4] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 3

[5] Ibid., p. 16

[6] Ibid., p. 36

[7] Under Kurdish Rule. Abuses in PYD-run enclaves of Syria, op. cit.

[8] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit., p. 16

Des cas d'enlèvement de jeunes garçons par les FDS ont également lieu [1]. Les jeunes hommes étant perçus par les FDS comme la nouvelle génération de combattant de l'EI, certains sont enlevés en plein milieu de la nuit à leurs familles, et emmenés dans des lieux inconnus où ils sont retenus sans contacts avec leurs familles [2]. Un enlèvement de ce type a notamment eu lieu à Roj en octobre 2019 [3]. Cela va à l'encontre de nombreuses dispositions du droit international relatif aux droits de l'enfant.

VIOLENCE ET INSÉCURITÉ

Si certain-e-s résident-e-s ainsi que les gestionnaires décrivent la situation du camp de Roj comme meilleure que celle d'al-Hol [4], des conflits et des violences existent, notamment entre les femmes encore fortement engagées dans l'idéologie de l'EI et celles qui sont ou qui sont perçues comme en étant moins adhérentes [5].

Certains ménages limitent leurs mouvements dans le camp en raison de la situation sécuritaire, notamment les femmes et les jeunes filles. Les ménages interrogés en octobre 2020 indiquaient éviter certaines zones du camp, notamment les rues périphériques et l'extérieur du camp. Certaines femmes et filles rapportaient éviter également le marché [6]. De plus, de nombreux-ses résident-e-s se sont plaint-e-s du manque d'intimité, certains abris n'ayant pas de cloisons, de portes ou de serrures fonctionnelles. Des cas d'intrusion et de vol ont également été reportés [7]. En outre, en raison du manque d'opportunités d'emploi dans le camp, de nombreux-ses mineur-e-s étaient contraint-e-s de travailler en tant qu'ouvrier-e-s, d'assurer du transport de biens ou de personnes ou d'effectuer un travail domestique contre un peu d'argent [8]. **Fin 2020, 55% des résident-e-s interrogé-e-s ont confirmé que des enfants de moins de 11 ans travaillaient [9]. Les mineur-e-s non-accompagné-e-s sont particulièrement vulnérables [10].**

LE PROBLÈME DU RAPATRIEMENT DES RÉSIDENT-E-S ÉTRANGER-E-S

Fin février 2021, des ressortissantes françaises détenues à Roj avaient entamé une grève de la faim pour demander leur rapatriement et celui de leurs enfants [11]. Or, et alors que l'ONU avait également exigé courant février que les États concernés rapatrient leurs ressortissant-e-s détenu-e-s dans les camps syriens, la situation de ces femmes et enfants bloqué-e-s dans les camps de Roj et d'al-Hol n'a que peu évolué [12].

NOTES:

[1] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit., p. 24

[2] Ibid., p. 24

[3] Id.

[4] North Press Agency, ISIS women in northeast Syria run from threats in Hawl Camp, op. cit.

[5] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit., p. 19

[6] REACH, Camp Profile: Roj, op. cit., p. 3

[7] Ibid., p. 6

[8] Ibid., p. 3

[9] Ibid.

[10] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit.

[11] Hippolyte Radisson, « Dans les camps syriens, la situation des familles de djihadistes s'enlise », op. cit.

[12] ONU Info, « Syrie: des experts de l'ONU exhortent 57 pays à rapatrier des femmes et enfants bloqués dans les camps », 2021

Alors même que les États concernés, et notamment les États européens, ont les moyens logistiques de rapatrier leurs ressortissant-e-s de façon sécurisée, et l'ont déjà fait pour certain-e-s, ceux-ci poursuivent leur politique consistant à laisser les détenu-e-s majeur-e-s en détention illégale indéfinie dans le Nord-Est Syrien, les privant de ce fait d'un jugement dans des conditions légales dans leurs pays de nationalité [11]. La justification généralement avancée par les pays occidentaux porte sur la menace que constituerait le rapatriement de ces femmes et jeunes majeurs pour la sécurité nationale. Le ministre britannique des Affaires étrangères déclarait par exemple en novembre 2020, que **"les risques posés par ces adultes qui ont voyagé en Syrie sont mieux gérés en dehors du Royaume-Uni"** [2].

Pour RSI, pourtant, la responsabilité de ces résident-e-s étranger-e-s incombe aux États de nationalité, "seules autorités auxquelles le FDS est susceptible de répondre" [3]. D'autant plus que la détention de ces femmes et enfants dans les camps du Nord-Est Syrien "menace de devenir un désastre de longue durée en matière de droits de l'homme, un site de radicalisation dangereuse vers la violence, et un symbole de l'hypocrisie et de la violence européennes qui alimente la prochaine génération de terroristes inspirés par [l'EI]" [4].

En effet, les expert-e-s sont plutôt préoccupé-e-s par le risque que constituent les camps eux-mêmes. L'environnement précaire des camps tels que Roj est limité en termes de possibilités d'éducation, de formation professionnelle ou de stimulation intellectuelle alternative [5]. Les résident-e-s détenu-e-s majeurs comme mineurs sont donc largement vulnérables à l'endoctrinement par les militants toujours loyaux à l'EI, ce qui semble d'autant plus préoccupant que l'EI se réorganise au niveau de Deir Ez-Zor, au sein d'une AANES fragilisée [6]. Certains États ont même adopté des législations permettant le retrait de la citoyenneté de certains de ces détenus, complexifiant leur rapatriement et jetant le flou sur leurs statuts et sur l'autorité responsable de leur protection. De leur côté, face aux réticences de nombreux États à rapatrier leurs ressortissant-e-s, et alors même qu'ils avaient assuré ne pas vouloir juger ceux-ci sur le territoire, les forces de l'AANES seraient en faveur de l'ouvrir d'un tribunal international sur le sol kurde afin de juger les crimes de l'EI. Cela serait une manière pour les forces du Rojava de faire un pas de plus vers la normalisation et la reconnaissance de leur souveraineté sur la région du Nord Est Syrien [7].

PHOTO: © AFP, 4 février 2021 [8]

NOTES:

[1] Marie Forestier, Yasmine Ahmed, et Adriana Edmeades Jones, Europe's Guantanamo: The indefinite detention of European women and children in North East Syria, op. cit., p. 34.

[2] Ibid, p.35.

[3] Marie Forestier & al, op. cit. p. 35.

[4] Ibid, p.5.

[5] Ibid., p. 37

[6] Ibid., p. 15

[7] Noé Pignède, « En Syrie, dans les camps de familles djihadistes », op. cit.

[8] Photo publiée sur *En-Nahar*, "Syrie: Explosions près de Jarablus dans le nord. Un mort et au moins 10 blessés", 5 mars 2021.

